

Les universités palestiniennes : entre hiérarchisations académiques et attente sociale

*Abaher El Sakka*¹

État des lieux

L'éducation a toujours occupé une place importante chez les Palestiniens, qui la considèrent comme un levier de changement [Abu-Lughod, 1973, p. 89]. Selon les statistiques du ministère palestinien de l'Éducation nationale, les territoires palestiniens comptent, en 2016-2017, 49 établissements d'enseignement supérieur : 14 universités classiques comme celles de Birzeit, d'An-Najah à Naplouse et de Bethléem, 1 université d'enseignement à distance l'université ouverte d'Al-Quds, 16 facultés intermédiaires et 18 facultés d'enseignement professionnel. Parmi ces 49 établissements, 33 sont en Cisjordanie et 15 dans la bande de Gaza ; 12 sont gouvernementaux, dépendant financièrement et administrativement de l'Autorité palestinienne, et 16 sont privés et possèdent une autonomie économique tout en restant sous la tutelle du ministère de l'Éducation. Ils sont ainsi publics dans l'accès et privés dans la gestion.

L'ensemble de ces universités publiques et privées recevait des aides financières de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et, à partir de 1993, de l'Autorité palestinienne. À l'heure actuelle, la plupart de ces universités rencontrent des difficultés financières importantes dues aux dettes accumulées à cause de l'Autorité palestinienne qui ne respecte pas ses engagements financiers envers ces dernières. Cela entraîne des mouvements de grève des travailleurs

1. Sociologue, professeur associé à l'université de Birzeit, Palestine.

HÉRODOTE

des universités, qui demandent des augmentations de salaire et le respect de leurs droits sociaux. Les étudiants se sont aussi mobilisés, notamment pour refuser la majoration des frais de scolarité. En Palestine, il existe un système de crédits-accords entre différents organismes : des aides de la diaspora, du fonds arabe et des banques palestiniennes permettent d'accorder des crédits aux étudiants, à charge pour ces derniers de les rembourser une fois leurs diplômes obtenus. Un étudiant palestinien a besoin en moyenne de 1 000 euros par an pour couvrir ses frais de scolarité ; le parcours de licence s'étalant sur trois années. Dans l'ensemble des universités palestiniennes, on compte 218 000 étudiants – dont 133 000 femmes – ; 62 % sont inscrits dans des universités classiques, 26 % dans l'université d'enseignement à distance et 12 % dans les facultés d'enseignement professionnel².

La population estudiantine dans l'enseignement supérieur représente 4 % du total de la population de Cisjordanie et de Gaza, sans compter le nombre d'étudiants palestiniens de Jérusalem Est, d'Israël, de ceux de la diaspora et des étudiants de Cisjordanie et de Gaza qui font leurs études à l'étranger. À l'exception de quelques disciplines comme l'ingénierie en bâtiment, la mécanique et le droit, la présence des femmes est plus importante que celle des hommes. *A contrario*, la proportion de femmes diminue dans le corps enseignant universitaire (1 858 femmes pour 8 146 hommes). Les universités palestiniennes couvrent la plupart des disciplines et, depuis 2015, certaines d'entre elles ont lancé de nouveaux programmes de doctorat, comme celui en sciences sociales à l'université de Birzeit. Par ailleurs, la plupart des professeurs des universités palestiniennes, du moins ceux ayant obtenu leur diplôme de troisième cycle, sont formés à l'étranger, en particulier dans les pays anglophones, comme l'Angleterre ou les États-Unis.

Des universités sous contraintes

La situation historique de la Palestine, le conditionnement colonial, les modes de vie imposés aux Palestiniens, l'instabilité permanente, le morcellement des territoires, la permanence du conflit avec l'État colonial israélien, la tension existentielle et un rapport au temps politique et identitaire, à la fois exacerbé et indéfini, font de la situation palestinienne une situation sociale profondément difficile à appréhender, qui touche tous les domaines, y compris celui de la production scientifique. En effet, ce champ spécifique est soumis à diverses contraintes

2. Un résumé général des statistiques des institutions d'enseignement supérieur palestiniennes pour l'année académique 2016/2017 est disponible ici : <https://www.mohe.pna.ps/moehe/factsandfigures>.

liées au contexte de la colonisation : durant les années de la colonisation directe, soit avant l'établissement de l'Autorité palestinienne, les universités ont subi des censures dans l'enseignement, dans les publications ainsi que dans les importations d'ouvrages universitaires. Les professeurs des universités ont été soumis à une forte répression : prison, tortures, expulsions et fermetures des universités – comme l'université de Birzeit, qui a été fermée pendant quatre ans. Par ailleurs, des centaines d'étudiants ont été arrêtés ou assassinés. Les universités palestiniennes, ainsi que d'autres institutions, ont subi une politique discriminante systématique de la part d'Israël interdisant à des professeurs du monde entier d'entrer dans les territoires palestiniens, en leur refusant des permis de séjour ou en les expulsant. Les universités palestiniennes n'ont ainsi pas pu accueillir des professeurs étrangers pendant de longues périodes et, par ricochet, le nombre des étudiants étrangers a été très réduit malgré les accords entre les universités palestiniennes et des universités étrangères.

De plus, les universités palestiniennes souffrent de localisme, du fait de la politique coloniale : la séparation des territoires, les barrages militaires, les séparations des routes, l'interdiction des Palestiniens de Gaza d'étudier en Cisjordanie, l'interdiction d'accueillir des professeurs et des étudiants palestiniens de la diaspora ainsi que les professeurs et les étudiants actifs dans les campagnes de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) dans le monde. Actuellement, seulement quelques dizaines de Palestiniens d'Israël étudient dans des universités palestiniennes. Face à toutes ces violations de la liberté académique et celles exercées contre les institutions académiques et les universitaires eux-mêmes, le mouvement BDS a été conçu à l'université de Birzeit dès 2004, avant d'être repris par l'ensemble des institutions académiques à travers le monde.

Le rôle des universités dans une société colonisée

Les universités palestiniennes sont relativement récentes, comparées à celles des pays arabes. Créées dans l'après-guerre de 1967, les universités sont devenues des lieux de résistance pour produire des connaissances, développer l'identité nationale et contribuer au mouvement national ; par conséquent, certains universitaires se sont imaginés être des « intellectuels organiques » au sens gramscien du terme. Les universités palestiniennes étaient considérées comme un terreau fertile du nationalisme palestinien et un instrument de construction nationale. Elles furent longtemps perçues comme des lieux de pouvoir du mouvement national palestinien.

Le corps étudiant est très politisé et les universités regroupent les partis politiques de toutes tendances (nationalistes, islamistes, de gauche comme de droite).

Reliés entre eux par le canal des conseils étudiants élus annuellement, une partie des leaders étudiants sont devenus des figures du mouvement national.

Les changements de modes d'action dans la lutte du mouvement national et la mise en place de l'Autorité palestinienne, ont eu des conséquences sur le milieu universitaire palestinien. En effet, l'Autorité palestinienne a intégré un grand nombre d'universitaires et d'étudiants dans ses forces, ses ministères ou ses institutions. Ainsi, plusieurs ministres et chefs de « gouvernement » sont issus de ces universités de Palestine. En réalité, le champ académique est une extension du champ politique. Dans de nombreux cas, le domaine académique dominait le champ politique et les universitaires fournissaient aux partis politiques des cadres partisans, des théoriciens et idéologues, mais aussi des fonctionnaires et des négociateurs. Dans ce contexte, les universitaires ont mobilisé leurs compétences au service de l'Autorité palestinienne, devenant un moyen de pouvoir, au sens foucauldien [Foucault, 1976].

Sur le plan institutionnel, la fin de la décennie 1980 voit l'éclosion d'institutions académiques et para-académiques dans les Territoires palestiniens en dehors des universités. Profitant d'une conjoncture politique internationale mettant désormais l'accent sur la qualité de vie des Palestiniens dans les Territoires et le développement de la société civile, en réaction au soulèvement populaire de 1987, de nombreux « *social scientists* » palestiniens fondent des centres de recherche, de défense des droits de l'homme, d'action sociale et/ou d'information [Romani, 2010]. Après les accords d'Oslo en 1993 et l'implication de donateurs internationaux comme d'institutions de recherche internationales, dont les politiques et conditions de financement se sont infléchies, le discours politique palestinien a changé. Certaines universités ont ainsi commencé à produire des recherches sur la « paix », les élections, les statistiques, la formation des cadres, la réforme du système politique et administratif, le développement, dans la logique de créer un État sur le « modèle de deux États », la coopération internationale, la gouvernance, la société civile ou encore l'autonomisation et l'émancipation des femmes, sans que ces programmes de recherche ne parviennent à améliorer véritablement la réalité palestinienne. Ces thèmes de recherche ont participé à faire émerger de nouveaux intérêts, de nouveaux acteurs et de nouveaux centres de recherche en stimulant des systèmes théoriques inédits. Ces derniers ont imposé une terminologie originale, principalement pour correspondre aux attentes des propositions de financement de recherche spécifiques décidées par avance par les bailleurs de fonds.

En effet, ce changement a produit un désintérêt pour l'enseignement universitaire théorique en favorisant la promotion de la formation technique et logistique, centrée sur la maîtrise de la langue anglaise, les techniques informatiques et sur d'autres compétences afin de pouvoir répondre aux appels d'offres en vue de l'obtention des subventions. Les diplômés des sciences sociales se sont trouvés dès

lors confrontés à des concurrents venus d'autres disciplines. Ces changements ont donné naissance à de nouvelles compétences et à de nouveaux débouchés professionnels : consultants pour la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), conseillers pour les donateurs internationaux, conduisant à l'émergence d'une nouvelle catégorie de chercheurs, les « experts de l'expertise », comme un nouveau champ académique !

Des contraintes extérieures et internes

Les universités palestiniennes ont créé dans les années 1970 des modes d'intervention sociétale tels que le travail de bénévolat, devenu obligatoire (et toujours en vigueur) – pour valider leurs diplômes universitaires, tous les étudiants doivent accumuler 134 heures par an d'activités de nettoyage des rues, aide aux communautés en difficulté ou soutien scolaire pour les écoliers. Durant la fermeture des universités par l'administration coloniale, les professeurs assurent les cours dans des espaces publics palestiniens comme les clubs de sports, des *diwans* (salons) familiaux, dans les champs... L'ensemble des démarches forme une partie de ce qui est communément connu sous le concept de « *sumûd* », ce qui signifie « tenir bon », « être lucide » et « tenace », et renvoie à la résistance passive et à la résilience face aux politiques répressives de l'occupant³.

Ces démarches ont transformé les relations entre professeurs et étudiants, créant une proximité relationnelle, modifiant les méthodes pédagogiques et les rapports de forces. De même, les affinités politiques et idéologiques ont participé à la modification de l'image des universités dans la société palestinienne. Ces expériences ont poussé la société savante palestinienne à développer d'autres types d'enseignement fondés sur la participation, les pédagogies interactives, etc. Chaque année, depuis quinze ans, la controverse est organisée au sein de certaines universités, comme celle de Birzeit, sur des sujets intellectuels divers. L'objectif essentiel est de familiariser les étudiants aux débats d'idées. Sur le plan interne, cependant, les campus des universités palestiniennes ont été témoins de « batailles

3. Par ailleurs, la création de comités volontaires, *Alijan Altawenya*, amène à des actions spécifiques (balayer les rues, aider les agriculteurs à récolter des olives, etc.). Toutes ces démarches ont été baptisées « démarches citoyennes », en s'appuyant sur un réseau caritatif, éducatif et religieux (dispensaires, crèches, écoles) opérant principalement dans les champs sociaux et politiques (organisation de grèves, appels aux manifestations). La création de comités de jeunesse pour l'action sociale, en s'appuyant sur les activités d'entraide et d'animations culturelles, a également été développée. Les jeunes justifient leurs démarches par la « conscience civique » et l'idéologie du *sumûd*.

HÉRODOTE

intellectuelles et politiques » entre les divers acteurs de l'ensemble du spectre intellectuel et politique palestinien.

Dans certains cas, ces « batailles » étaient réelles, des affrontements violents ayant opposé les « islamistes » aux « nationalistes » de l'université Birzeit de Ramallah, de l'université An-Najah de Naplouse et de l'université Al-Azhar de Gaza. Ces tensions se sont intensifiées après la création de l'Autorité palestinienne en 1994, dont l'appareil de sécurité a été impliqué dans des violences envers les étudiants, les professeurs et les administrateurs.

Des débats dans les sciences sociales

Les universités palestiniennes ont été créées dans l'objectif de produire une connaissance anticoloniale, c'est-à-dire institutionnellement indépendante des cercles coloniaux israéliens. Ainsi, des champs conceptuels propres à chaque groupe de chercheurs se sont constitués traduisant les différences de perception de la situation géopolitique, en particulier dans le domaine des sciences humaines et sociales. Concernant la production de connaissances, un grand débat scientifique alimente certains campus dans le champ des études postcoloniales et subalternes, alors que, paradoxalement, les Palestiniens sont encore dans une situation coloniale ! D'autres réflexions sont relatives à la domination occidentale et aux rapports souhaités entre Nord/Sud et/ou Sud/Sud. D'autres débats ont lieu dans les campus autour des conditions politiques et sociales de la production scientifique « authentique », autour de l'usage des langues ainsi qu'autour de grands conflits d'idées entre les défenseurs d'un héritage arabo-islamique et les partisans des courants d'écoles postmodernes, les déconstructivistes, les marxistes, les islamistes, les culturalistes, etc.

La production palestinienne de connaissances a tenté de faire ce que Khatibi [1975, p. 13-26] appelle

la mission, dont l'objet tend à déconstruire les concepts et les théories, les discours importés des conceptions eurocentrées ainsi que la critique de la connaissance sociologique arabe, qui sont produits par les Arabes eux-mêmes.

En réalité, la production des sciences en Palestine, comme celle des pays arabes, est marquée par une triple inquiétude : l'authenticité, l'originalité et l'indignité ; l'ensemble étant corrélé à l'acquisition de la légitimité par rapport à la tradition islamo-arabe. Ces sciences sont toujours emprisonnées dans ces questionnements en discutant la « libération » l'« émancipation » et l'« alternative », dans le sens décrit par Anouar Abdel-Malek [1972, p. 41-59] : « Comment pourrions-nous trouver un équilibre entre la matrice épistémique et la réalité ? »

146

Hérodote, n° 168, La Découverte, 1^{er} trimestre 2018.

Comment être libéré ? Et de qui ? Et quel est le rapport entre la libération épistémique et la libération nationale ? Pour les Palestiniens, ces interrogations renvoient à des questions plus larges : comment rendre les sciences humaines compréhensibles dans leur contexte colonial ? Comment produire une connaissance en mesure de créer des mécanismes sociaux capables de préserver l'héritage palestinien d'une société dépossédée ? Comment utiliser l'histoire orale pour raconter l'histoire palestinienne du post-Nakba de 1948 (la création d'Israël) ? Et finalement comment protéger l'identité nationale palestinienne par la construction des institutions collectives qui soient capables d'accomplir la mission de ténacité, résilience et libération ?

Enfin, un dernier débat interne porte sur la place des sciences sociales en Palestine par rapport aux « sciences exactes », mieux valorisées. Quant au statut de la reconnaissance des sciences sociales en Palestine, il est identique à ce qui est observable ailleurs dans le monde, souffrant aussi d'une sorte d'« infériorité sociale » par rapport à la domination des sciences naturelles et appliquées sur la scène académique. Cependant, cette « infériorité » devient plus « meurtrière » quand il s'agit de la hiérarchie académique des universités palestiniennes, en particulier à propos de la promotion et de la permanence des professeurs. Dans de tels cas, les spécialistes des sciences sociales ont peu de chance face aux « dinosaures » des sciences naturelles et appliquées qui occupent littéralement les rangs et les postes les plus élevés des universités.

À l'heure actuelle une crise profonde traverse les universités palestiniennes, des réformes sont en cours, fondées sur les directives de certains bailleurs des fonds, en insistant sur la nécessité de créer des parcours professionnels pour les étudiants. Le ministère tente de privatiser de plus en plus les universités à travers la promotion des programmes d'insertion professionnelle importés de l'extérieur, coupés de tout lien avec la société locale. En ce qui concerne les orientations politiques, les nouvelles tendances que certaines universités tentent de promouvoir s'articulent autour de la marchandisation et de l'entrée dans la compétition universitaire internationale.

Les universités palestiniennes rattrapées par la mondialisation

La logique incarnée par les grands classements internationaux – Shanghai, QS Times Higher Education... – tend à s'étendre à l'ensemble des institutions universitaires à l'échelle mondiale et imprègne également les établissements palestiniens. Chaque année, les directions de ces universités communiquent largement sur ces classements, les considérant comme un outil pertinent pour juger de la « qualité » des formations ou pour justifier des réformes du système

HÉRODOTE

d'enseignement supérieur en cours. L'université de Birzeit, par exemple, publie ces listes pour mettre en avant le fait qu'elle domine largement les autres universités palestiniennes qui n'y figurent même pas. Pour les responsables, les progressions significatives de quelques universités témoignent de la solidité de la position des universités palestiniennes. Pour certains universitaires, cela pose des problèmes liés à la conception normative des disciplines des sciences exactes, mais aussi à l'écrasante domination de la langue anglaise, à la nature des revues recensées, au coût, à l'accessibilité, à l'impact, etc. En effet, selon eux, les analyses bibliométriques sont faussées par la négligence des langues comme l'arabe. Les responsables des établissements tentent de convaincre les universitaires de ne pas négliger les effets de l'image et de la visibilité que ces classements produisent sur la place de ces universités dans le monde.

Par ailleurs, les universités publient la liste des chercheurs les plus cités, le nombre d'articles publiés en défendant la logique bibliométrique et obligent les universitaires à se soumettre à cette logique en encourageant la publication d'articles dans des revues indexées afin de diffuser leur recherche, alors que les universités palestiniennes ne possèdent ni les moyens, ni les donations, ni les bibliothèques universitaires, ni les structures des recherches adaptées. Enfin, les décideurs politiques qui dépendent de l'aide internationale et des conditions imposées par les bailleurs des fonds incitent fortement les universités à accepter ce système d'évaluation. La montée du secteur privé conjuguée aux politiques néolibérales affecte la sphère sociale et influence les universités fragiles financièrement.

Conclusion

Pendant les dernières années, le nombre d'universités et de diplômés palestiniens a considérablement augmenté. Du fait de l'étroitesse du marché du travail, l'écart se creuse de plus en plus entre le nombre d'étudiants et le nombre de places offertes sur le marché du travail. La liste des demandeurs d'emploi et des chômeurs ne cesse de s'allonger. La mise en œuvre de nouvelles politiques a engendré de nouvelles catégories d'universitaires, inexistantes jusqu'alors, les « experts de l'expertise ». L'émergence de ces nouvelles catégories de conseillers, proches de l'Autorité palestinienne, participe à renforcer les discours néolibéraux, en particulier ceux en direction des universités.

Désormais, un grand nombre d'universitaires et d'académiciens se soumet aux classifications mondiales en intégrant dans leurs travaux les normes recommandées notamment en évitant de plus en plus de l'utilisation de la langue arabe dans leurs publications. Cela pose une question : pour qui produisons-nous, et en quelle langue ? Cette interrogation produit des ambiguïtés quant au fondement du champ

académique mondial et induit des mécanismes de domination de la connaissance tout autant que culturels et linguistiques. Étant donné la fragilité de la situation des universités palestiniennes et la concentration de la production du savoir dans les pays du Nord, il en résulte une dépendance accrue vis-à-vis des politiques de financement, liée aux cultures européennes et surtout anglophones et états-unienne. En outre, aussi bien la rareté de la production locale que la tendance des universités palestiniennes à se concentrer sur les savoirs appliqués au détriment de la recherche fondamentale amplifient ces effets de domination. D'où un paradoxe clairement observable ici dans la mesure où un certain nombre d'entre elles souhaite obtenir une légitimité scientifique, voire une bonne réputation, tout en étant en accord avec les besoins de la société.

Ces politiques de financement ont progressivement donné naissance à de nouveaux centres d'intérêt, acteurs et centres de recherche qui s'orientent vers la production de systèmes théoriques originaux. Ainsi, nous voyons émerger des données qui correspondent à une conceptualisation inconnue jusqu'à présent et qui sont liées, voire imposées par des champs de recherche dont les thèmes sont préétablis. Cela induit une forme de contraction de l'enseignement supérieur théorique, remplacé par un enseignement technique et logistique formulé en langue anglaise, fondé sur la maîtrise de l'informatique et des compétences en matière communicationnelle, comme la rédaction de projets (*proposals*) pour divers appels d'offres de bailleurs de fonds. C'est ainsi que des diplômés en sciences sociales se trouvent confrontés à des « concurrents » venant d'autres spécialités ou d'autres horizons, engageant dès lors une relation ambiguë, voire aliénée à leur propre spécialité.

Nous vivons une crise structurelle dans laquelle les diplômés sont en concurrence sur un marché du travail pauvre et réduit. C'est ainsi qu'actuellement, la place des universités palestiniennes fluctue en fonction de la réflexion sur la crise mondiale de l'enseignement, au gré des critères de priorité établis par ces universités sur la base de spéculations relatives à la « crise du marché de l'emploi », à la « réponse aux besoins de la société » et à la « modernisation de la connaissance », en somme en fonction du fameux couple « offre et demande ». Comme dans d'autres domaines, nous sommes finalement dans une marchandisation de la connaissance et de sa privatisation, à plus ou moins brève échéance.

Bibliographie

- ABDEL-MALEK A. (1972), « L'avenir de la théorie sociale », in *La Dialectique sociale*, Paris, Seuil.
- ABU-LUGHOD I. (1973), « Education a community in exile : the Palestinian experience », *Journal of Palestine Studies*, vol. 2, n° 3.

HÉRODOTE

FOUCAULT M. (1976), *Histoire de la sexualité. Tome I: La volonté de savoir*, Paris, Gallimard.

KHATIBI A. (1975), « Sociologie du monde arabe. Positions », *BESM*, n° 126, p. 13-26.

ROMANI V. (2008), « Sciences sociales et coercition : les *social scientists* palestiniens des Territoires occupés entre lutte nationale et indépendance scientifique », thèse de doctorat en science politique, dirigée par Bernard Botiveau, Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

– (2010), « Sciences sociales entre nationalisme et mondialisation. Le cas des Territoires occupés palestiniens », *Sociétés contemporaines*, vol. 2, n° 78.